

[Texte]

system. Maybe it is about time they got more involved in thinking about what constitutes a good health care system. Instead of extra billing them maybe you could do a little public education. It might pay off better in the long run.

Dr. D. L. Wilson: We do, sir, but I think, as you can see, we are coming down to an area where there is a disagreement as to whether or not we feel that private money is wicked.

Dr. Blaikie: Mr. Chairman, the reason I concentrated on that was because I agree with many of the other things you have to say about underfunding. So there is no sense in our sitting here and stroking each other about what we agree on.

Dr. Thomas: Give our more candy, and much of that will go away.

Dr. Baltzan: Mr. Chairman, I think we are spending all our time on 2 per cent of the problem, but I do think that Mr. Blaikie misinterpreted the comments on Russia. He obviously thought I was coming here giving him an ideological diatribe. I was talking about the amount of money in a system and its effect on the health of the people, not whether the money came from a command economy, a market economy, whether the government paid it or patients paid it.

What we showed was that in Russia under the command economy system by the Soviet Union, by the Communist Party, they had an enormous improvement in life expectancy up to the 1950s, which for the left view is a great triumph. There is no question it was true. Then they reduced the amount of money and their health went downhill. We are trying to make the point that there is a relationship between the amount of money expended on health care and the health of the population. This document provided such evidence. It has nothing to do with ideology whatsoever.

Dr. Thomas: As I said before, underfunding is dangerous to your health.

Mr. D. Geekie (Director of Communications, Canadian Medical Association): Mr. Chairman, I have just a couple of comments on this preamble to the members of the committee. I am a staff member of the association; I am not a physician. One of my principal ongoing urgings to my employers is that they are too polite and not quite political enough on many occasions.

Mr. Blaikie, you have made a suggestion that the profession should have a great deal more faith in the political process at the provincial level. I wish they could, sir, but 43,000 physicians across this country as a political force are practically a non entity, and when you boil it down into a provincial basis it becomes even worse. I would be pleased, sir, to give you a long list of situations where political governments at the provincial level, on purely political bases in terms of what you are talking about, have decided unilaterally precisely what is going to happen and that the physician be damned. So the profession

[Traduction]

politiques, etc. pour le régime de soins médicaux et hospitaliers. Peut-être est-il temps qu'ils s'impliquent davantage et commencent à penser à ce qui constitue un bon service d'assurance-maladie. Au lieu d'exiger un supplément, vous pourriez peut-être faire un peu d'éducation populaire. Cela peut payer à la longue.

Dr D. L. Wilson: Nous le faisons, monsieur. Mais, comme vous le voyez, nous voici dans un secteur où tout le monde n'est pas d'accord pour dire que le financement privé est une vilaine chose.

Dr Blaikie: Monsieur le président, si j'ai concentré mes remarques sur ce point, c'est que je suis d'accord avec beaucoup des autres choses qui ont été dites à propos de l'insuffisance de fonds. Cela ne sert à rien de nous asseoir ici et de nous encenser mutuellement.

Dr Thomas: Soyez plus généreux et beaucoup de cela va disparaître.

Dr Baltzan: Monsieur le président, nous perdons, ce me semble, beaucoup de temps sur 2 p. 100 du problème. Il semble néanmoins que M. Blaikie n'ait pas compris les commentaires concernant la Russie. Manifestement, il a cru que je voulais lui donner une leçon idéologique. Je parlais des sommes, plus ou moins grandes, dont peut disposer un régime de soins et de l'effet de cela sur la santé de la population. Il ne s'agissait pas de savoir si l'argent venait d'une économie dirigée ou d'une économie de marché, ni non plus si c'était le gouvernement ou le malade qui payait.

Nous avons dit que la Russie, sous un régime d'économie dirigée par l'Union soviétique, par le parti communiste, a réussi, jusqu'en 1950, à prolonger considérablement l'espérance de vie de ses citoyens. C'est une plume au chapeau de la gauche. Et c'est un fait avéré, il n'y a pas de doute. Par la suite, elle a diminué le financement et la santé publique a dégringolé. Nous essayons de montrer qu'il y a une relation entre le montant d'argent dépensé pour les soins et la santé de la population. Le document que j'ai cité en apportait une preuve. Cela n'avait rien à voir avec l'idéologie.

Dr Thomas: Comme je l'ai dit tout à l'heure, un manque de fonds constitue un danger pour la santé.

M. D. Geekie (directeur des communications, Association médicale du Canada): Monsieur le président, j'aurais quelques mots à dire au sujet du préambule adressé aux membres du Comité. Je suis un employé de l'association; je ne suis pas médecin. Un des reproches que je ne cesse d'adresser à mes employeurs, c'est d'être, dans bien des occasions, trop polis et pas assez politiciens.

Vous avez dit, monsieur Blaikie, que la profession devrait montrer beaucoup plus de confiance dans le processus politique au niveau provincial. Je ne demande pas mieux, mais 43,000 médecins d'un océan à l'autre, ce n'est pas grand-chose comme force politique. Et si vous réduisez cela à la province, c'est pire encore. Je pourrais, monsieur, à votre convenance, vous citer une longue liste de cas, dans les domaines que vous avez soulevés, où le gouvernement provincial a décidé unilatéralement de ce qui devait arriver, et au diable le médecin. Si bien que la profession n'avait d'autre choix que d'accepter